ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 1825

présenté par

Mme Fiat, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Élisabeth Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiro, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 21, insérer l'article suivant:**

Dans un délai d'un an à compter de la promulgation de la présente loi, le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur les modalités d'une réforme du congé de solidarité familiale. Ce rapport étudie la suppression du critère d'accompagnement effectué à domicile afin de bénéficier du congé. Il détaille le coût d'un allongement à trois mois de la durée de versement de l'allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie, en conformité avec la durée du congé de solidarité familiale.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement des député·es membres du groupe LFI-Nupes vise préciser la demande de rapport prévue à l'article 2 bis sur la réforme du congé de solidarité familiale.

Il nous apparaît nécessaire d'expliciter :

- d'une part, l'étude de la suppression du critère d'accompagnement effectué à domicile afin de bénéficier du congé de solidarité familiale ;
- d'autre part, la mise en conformité de la durée de versement de l'allocation journalière d'accompagnement d'une personne en fin de vie avec la durée du congé de solidarité familiale, soit trois mois.